

Un manque de liquidité et d'épargne

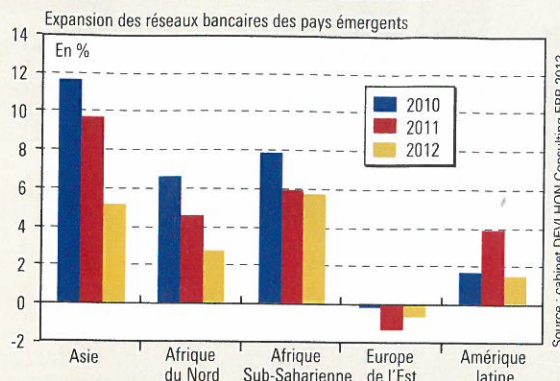
son taux repo hebdomadaire de 4,5 % à 10 % le 28 janvier. « Face à l'absence de liquidité et au manque d'épargne dans le pays, elles émettent des obligations en euros. Elles sont donc particulièrement vulnérables à une crise de change. De plus, l'augmentation des taux d'intérêt de la banque centrale va renchérir le refinancement en monnaie locale et la crise économique augmenter le nombre de créances douteuses ». Les banques indiennes devraient aussi pâtir de la hausse du taux directeur de la banque centrale indienne le 27 janvier à 8 %. Selon une note de Standard&Poor's sur les risques bancaires datée d'octobre 2013, les banques indiennes font face à une triple menace : une économie à faible croissance, des taux d'intérêt en hausse et la chute de la roupie (*lire aussi l'entretien*). Le même cocktail devrait affecter la qualité des actifs bancaires au Brésil (*lire page 31*).

En revanche, les banques émergentes sont relativement protégées de l'inflation : les brésiliennes ont su traverser la période d'hyper inflation des années 1990, « la rémunération de leurs

structurel », note Alexandre Kateb, directeur associé chez Compétence Finance.

Les banques turques sont concernées en tout premier lieu, alors que la banque centrale a passé

La croissance s'essouffle

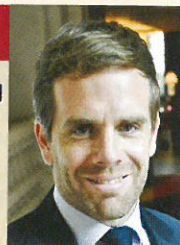


actifs étant indexée à l'inflation », indique Alexandre Kateb. De leur côté, « les banques chinoises (hors 'shadow banking') sont peu affectées par les turbulences sur les émergents. Encore relativement peu connectées au monde extérieur, elles bénéficient du soutien intrinsèque de l'Etat et disposent de faibles activités de marché de nature mondiale (notamment sur les grandes devises convertibles). Les taux de dépôts sur prêts restent stables. L'inquiétude majeure repose sur la qualité des actifs au bilan, et le risque de réputation associé aux véhicules hors bilan », note Alexandre Kateb.

L'AVIS DE...

Yoann Lhonneur, directeur associé chez Devlhon Consulting

« Les banques indiennes ont une politique locale très offensive »



On parle peu des banques indiennes ?

Les banques indiennes n'apparaissent pas dans les classements de capitalisation boursière car elles sont fortement sous-valorisées du fait de leur politique d'ouverture du capital et du faible développement des marchés financiers indiens. Ce sont pourtant des mastodontes. Selon le Devlhon 300, qui établit le palmarès en termes d'expansion des réseaux bancaires (ouverture d'agences), les établissements indiens figurent parmi les plus dynamiques, plus de 10 d'entre eux se plaçant dans le top 50 entre 2007 et 2012. State Bank of India par exemple domine régulièrement le haut du classement depuis 2010, avec plus de 1.000 ouvertures d'agences cette année-là. Les groupes bancaires suivent une politique d'expansion locale très offensive, en privilégiant les canaux alternatifs reposant sur des technologies innovantes. Ils se développent aussi dans la banque privée et sont relativement bien capitalisés. Mais les besoins en capital pourraient toutefois augmenter alors que le pays devrait

commencer à appliquer les ratios de Bâle III à partir du 1^{er} avril, avec comme objectif de les atteindre en 2018.

Elles restent toutefois timides à l'international ?

L'Etat est omniprésent dans le secteur. Il contraint notamment certains groupes à se concentrer sur le secteur rural. Leur expansion internationale est donc très limitée, que ce soit en termes d'implantations de filiales ou d'acquisitions. State of India à Paris n'a qu'une trentaine d'employés. Pour le moment, les banques qui s'internationalisent se concentrent sur les pays à forte implantation indienne, par exemple en Afrique de l'Est : le Kenya, l'Afrique du Sud ou Maurice. Elles sont également présentes en *trade finance* dans la sous-région pour accompagner le développement des échanges avec l'Asie et en transfert de fonds. Mais on n'observe pas encore de stratégie aussi marquée que celle d'ICBC, qui se développe pour soutenir l'internationalisation du renminbi.

Faible contrôle des risques

Les difficultés économiques des Brics pourraient conduire à une augmentation des créances douteuses, et tester les modèles bancaires de risque, jusqu'ici peu développés. « Les banques émergentes ont largement sous-investi en termes de systèmes de contrôle des risques et de 'compliance' par rapport à leur rythme de développement. Cela pourrait se retourner contre elles alors que la crise devrait affecter la qualité des crédits », note Yoann Lhonneur. D'autant que si les émergentes ont longtemps bénéficié de contraintes moins lourdes en termes de réglementation et de régulateurs peu regardants, cet état de fait devrait changer alors que les plus grands pays se sont engagés à appliquer les réglementations de Bâle III.

L'expansion à l'international reste toutefois à l'ordre du jour. Les banques marocaines ont développé une vraie politique africaine (*lire page 31*). Les chinoises avancent leurs pions de manière graduelle, essentiellement dans les économies les plus liées au pays, d'Asie du Sud-Est et d'Afrique notamment. « Les implantations dans les pays occidentaux sont principalement de prestige à ce stade, mais cela pourrait changer avec le développement du marché du 'renminbi offshore', notamment à Londres », explique Alexandre Kateb (*lire aussi p. 29*). Toutefois, les autres banques émergentes, russes, indiennes ou brésiliennes, n'ont pas de réelle stratégie globale ni les moyens pour en développer une. Elles s'étendent essentiellement sur une base régionale et pour accompagner l'expansion des entreprises de leur pays. La conquête des pays occidentaux n'est pas encore pour demain. ■